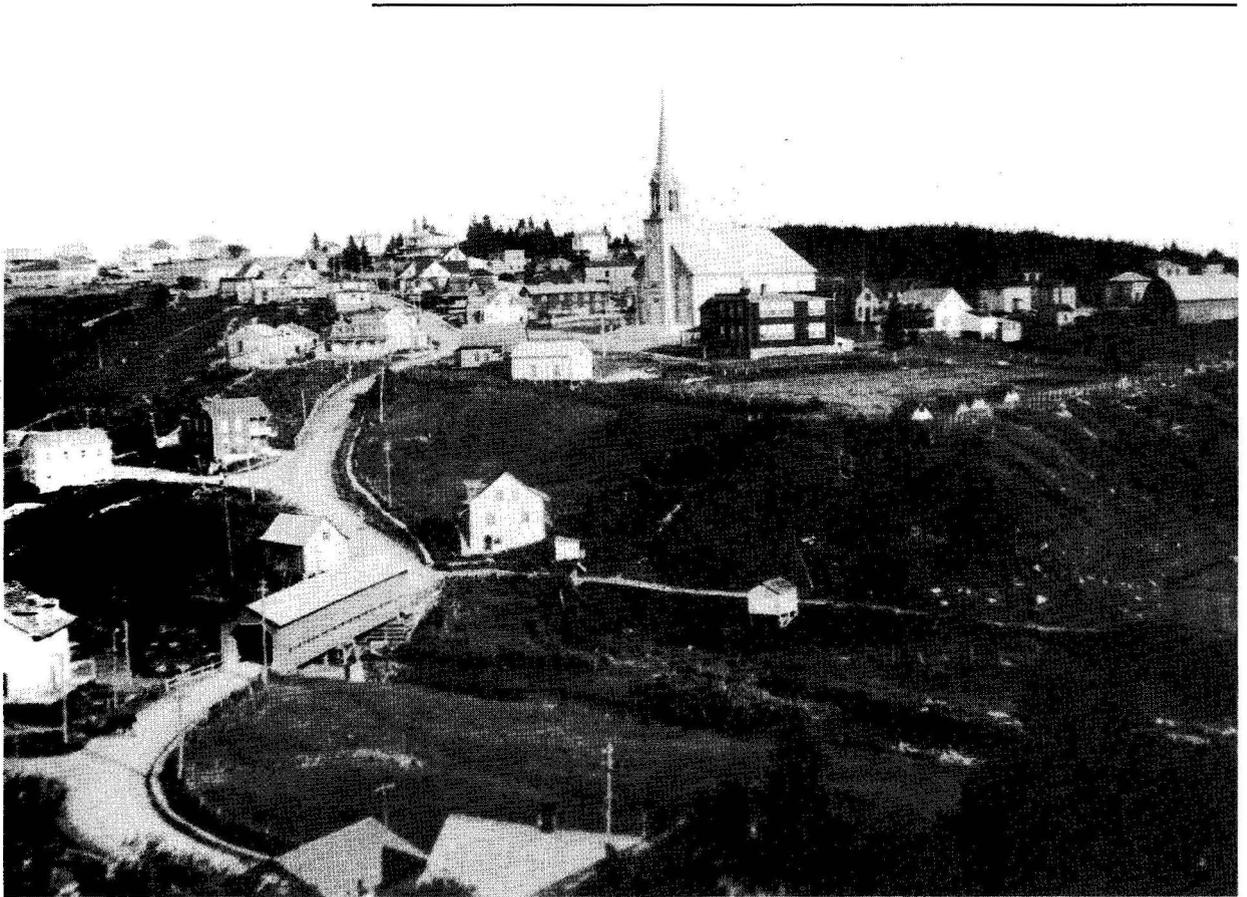

7

*Le peuplement
agro-forestier*



Grandes-Bergeronnes vers 1950.
(Société historique de la Côte-Nord, Fonds Général, ANQ-388).

Dans le Québec du XIX^e siècle et du début du XX^e, ce sont l'exploitation forestière et l'agriculture qui conduisent à l'occupation permanente de nouveaux territoires. Ici, le milieu concerné par ce peuplement agro-forestier couvrira le littoral, jusqu'à un maximum de quelques dizaines de kilomètres entre la rivière Saguenay et la rivière Manicouagan ainsi que les localités de Sacré-Cœur, au nord-ouest de Tadoussac, de Pentecôte, à l'est de la rivière Manicouagan et où est établi un peuplement commandé par l'exploitation forestière, et l'île d'Anticosti, à l'époque de sa mise en valeur par Henri Menier.

L'évolution du peuplement

Deux étapes marqueront l'évolution du peuplement entre 1830 et 1945, avec l'année 1914 comme date charnière. Cette année correspond au début de la Première Guerre mondiale, une période où s'amorcent des changements importants pour l'économie et la société québécoise. En Haute Côte-Nord, c'est l'époque où, d'une part, l'industrie du sciage cède le pas aux pâtes et papiers et où, d'autre part, la colonisation agricole s'apprête à susciter un intérêt jusque-là inégalé.

Avant la Première Guerre mondiale

La Haute Côte-Nord

Les villages agro-forestiers

L'exploitation forestière sur la Côte-Nord entraîne, en 1842, la fin du monopole de la Compagnie de la baie d'Hudson et le début du peuplement légal. Depuis quelques décennies déjà, la Compagnie de la baie d'Hudson éprouve des difficultés à imposer le respect intégral de ses droits. Des colons tentent de s'établir ici et là, comme aux Escoumins depuis 1825¹. Les rapports de l'arpenteur Duberger confirment l'établissement de gens n'ayant aucun titre de propriété. Il signale, en 1844, la présence d'un ou deux *squatters* à l'entrée de chaque rivière. Ces gens « vivent en partie alors des revenus des chantiers qu'ils font pour d'autres l'hiver, avec l'aide de leur petite récolte de grains et légumes² ».

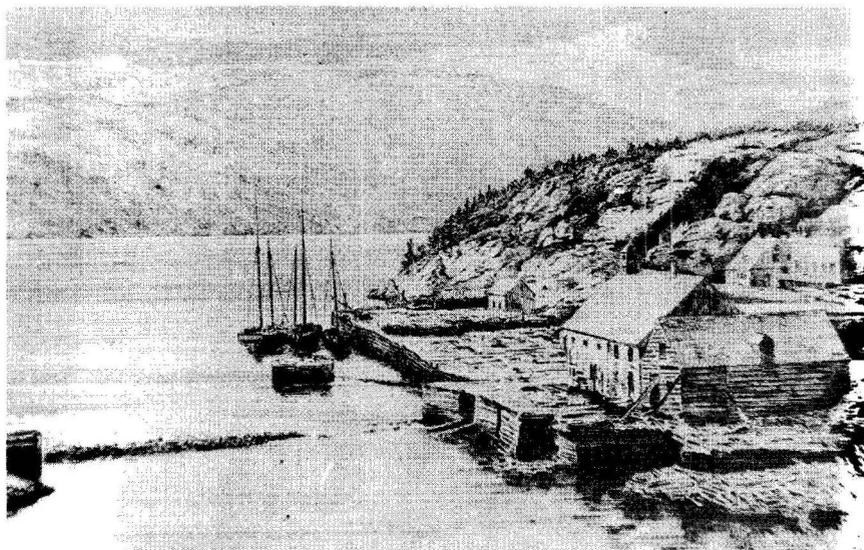
Comme les cours d'eau sont alors la principale voie de communication, le peuplement s'établit en fonction de ceux-ci. D'ailleurs, en 1848, l'agent

de la Compagnie de la baie d'Hudson remarque « qu'au bord du fleuve, depuis le Saguenay jusqu'à la seigneurie de Mille-Vaches, il n'y a pas un lot ayant quelques acres de terrain plat qui n'ait pas son propriétaire. [On] commence aussi, précise-t-il, à occuper les terres le long des cours d'eau, comme les Bergeronnes, où le sol est bon³ ». Ces observations de l'agent sur l'importance des cours d'eau pour les nouveaux occupants peuvent aussi s'appliquer à la localisation des villages. Les compagnies forestières, dont les installations décideront de l'emplacement de la plupart des villages, recherchent en effet les rivières qui sont nécessaires au transport des billots, au fonctionnement des scieries et à l'expédition du bois.

TADOUSSAC

En raison de l'activité de son port et de celle de son poste de traite, Tadoussac a une histoire bien antérieure à l'industrie du sciage. En 1838, l'ouverture par William Price, marchand de bois de Québec, de la scierie de L'Anse-à-l'Eau marque toutefois la naissance de la municipalité actuelle de Tadoussac et le début de l'occupation agro-forestière en Haute Côte-Nord. Des maisons y sont construites et L'Anse-à-l'Eau prend bientôt les allures d'un petit village. Malgré la fermeture de la scierie en 1848, trois ou quatre maisons demeurent habitées et le magasin de Price continue à desservir les voyageurs qui remontent le Saguenay⁴. Six kilomètres à l'est de L'Anse-à-l'Eau, une autre scierie opère depuis 1845 ; c'est celle du « moulin à Baudé » que Thomas Simard avait construite, puis cédée à Price en 1848 ou 1849. Cette scierie sera aussi abandonnée rapidement, malgré la qualité des installations.

Quai de L'Anse-à-l'Eau
à Tadoussac vers 1860.
(Société historique de la
Côte-Nord, Fonds Général,
ANQ-1837).



La population de Tadoussac et des environs se compose, en 1839, de 80 travailleurs de la scierie et de 6 employés de la Compagnie de la baie d'Hudson. En 1851, 141 habitants, dont 23 familles, sont recensés. Price n'a plus que 42 employés sur place⁵. Le recensement nominatif de 1851 révèle les origines charlevoisiennes de cette population et cette tendance demeure, puisque les quelque 200 individus habitant Tadoussac en 1861 proviennent en majorité de La Malbaie⁶. Les débuts de l'activité touristique, dans les années 1850, et la réouverture de la scierie de L'Anse-à-l'Eau assureront à la localité de Tadoussac une stabilité qui lui vaudra d'être érigée en paroisse dès 1863.

Le peuplement de Sacré-Cœur commence au début des années 1840 à la rivière Sainte-Marguerite, avec la venue de deux colons, l'un originaire de la côte de Beaupré et l'autre de La Malbaie. En 1844, Rivière-Sainte-Marguerite compte 5 familles (43 habitants). En raison de l'isolement, la population s'accroît lentement et n'atteint que 12 familles (66 habitants) en 1862. Le centre de peuplement se déplace alors vers Sacré-Cœur, surtout après l'établissement d'une liaison terrestre avec Tadoussac en 1863. La qualité des terres y attire des colons, dont certains de Moulin à Baude. En 1884, Sacré-Cœur et Rivière-Sainte-Marguerite regroupent 55 familles.

SACRÉ-CŒUR

En 1885, Price ouvre des chantiers sur la rivière Sainte-Marguerite, ce qui favorise le développement de Sacré-Cœur. Le bois coupé est transporté par remorqueur à l'anse Saint-Étienne, puis à la scierie de Baie-Sainte-Catherine jusqu'en 1909. Cette scierie est alors déménagée à la rivière Sainte-Marguerite où elle opère jusqu'en 1922. L'Eudiste Louis Garnier dira de Sacré-Cœur qu'elle est, malgré le travail en forêt, « la première paroisse agricole digne de ce nom⁷ ». Tout comme Bergeronnes et quelques autres paroisses de colonisation des années 1930, le peuplement de Sacré-Cœur dévoile un caractère plus stable, en raison de meilleures assises agricoles.

Bergeronnes trouve son origine dans le peuplement des rivières des Petites et des Grandes Bergeronnes et du plateau de Bon-Désir, au nord-est. À Petites-Bergeronnes, Thomas Simard s'établit après avoir obtenu un permis de coupe en 1843. Ancien employé de la Compagnie de la baie d'Hudson, il connaît bien la région et s'intéresse à l'exploitation du bois et à la colonisation. Il possède un moulin⁸ et 11 lots de terre. Simard cédera ses installations à Price en 1845 ou 1846 pour se tourner vers l'agriculture. L'incendie de la scierie, vers 1852, mettra un frein temporaire à l'industrie du sciage.

BERGERONNES

Le potentiel agricole des terres explique le peuplement de Bon-Désir en 1846. La colonie est d'abord formée par deux frères et deux beaux-frères auxquels s'ajoutent des anciens employés de Thomas Simard que ce dernier avait engagés à Petites-Bergeronnes.

Quant à Grandes-Bergeronnes, elle doit ses premiers habitants à la venue, en 1848, de Charles Pentland, ancien gérant de la scierie de L'Anse-à-l'Eau, qui ouvre pour son compte un moulin à scie et un moulin à farine. Des employés de la scierie de L'Anse-à-l'Eau le suivent. Les installations de Grandes-Bergeronnes passent entre plusieurs mains avant d'être finalement acquises par Price en 1853. Comme à Petites-Bergeronnes, la scierie sera la proie des flammes. Grandes-Bergeronnes devient peu à peu le centre de ces trois sites et c'est là que sera construite la première chapelle, non sans quelques protestations des colonies voisines.

En 1859, en dépit de l'absence de scieries importantes, 36 familles habitent les trois petites colonies, comparativement à 35 qui demeurent aux Escoumins et à une vingtaine à Tadoussac et à Portneuf respectivement⁹. Malgré ses assises agricoles et une population qui, en 1880, s'élève à plus de 400 habitants, la municipalité ne sera érigée qu'en 1897.

LES ESCOUMINS

Les installations des Escoumins appartiennent à une compagnie formée par quatre entrepreneurs de la rive sud du Saint-Laurent : les cousins Nazaire et Félix Têtu, de Trois-Pistoles, Charles Têtu, frère de Nazaire, de Rivière-Ouelle, et Frédéric Boucher, de Rimouski. À l'automne 1845, les travaux de construction de la scierie et de l'écluse sont en cours et le chantier débute ses opérations. Les chantiers et les scieries des Escoumins opéreront presque sans interruption jusqu'aux années 1920, mais ils changeront de propriétaires à plusieurs reprises.

Les Escoumins deviennent rapidement le principal centre économique et administratif de la Haute Côte-Nord. Située à peu près à mi-chemin entre Tadoussac et Portneuf, cette municipalité est favorisée par cette localisation et aussi par le désir de la compagnie Têtu d'y créer une ville. Elle obtient son incorporation en 1863 et sa juridiction s'étend alors aux cantons Bergeronnes, Escoumins, Iberville, à la seigneurie de Mille-Vaches et jusqu'à Pointe-aux-Outardes. Au recensement de 1861, la population amérindienne exceptée, les cantons Escoumins, Iberville et la seigneurie de Mille-Vaches comptent 884 habitants, comparativement à 458 pour les cantons Tadoussac et Bergeronnes. De ces 884 habitants, 672, soit 76 %, résident officiellement sur le territoire. Les 212 autres sont des hommes de chantiers.

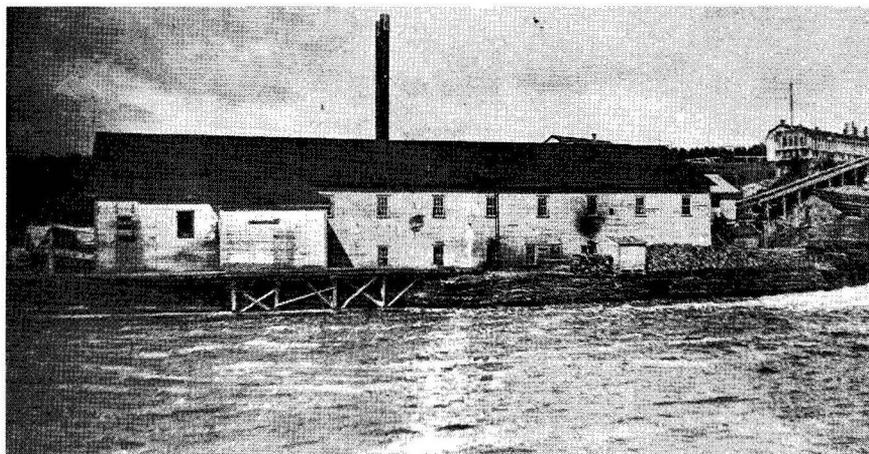
Contrairement aux populations précédentes dont les racines charlevoisiennes sont importantes, les origines des Escouminoises se partagent entre Charlevoix et la rive sud du Saint-Laurent. On peut attribuer ce fait à la présence d'entrepreneurs bas-laurentiens aux Escoumins. De 1846 à 1855, les registres de la mission mentionnent surtout Trois-Pistoles, La Malbaie et Rimouski comme lieux de provenance des habitants¹⁰. D'ailleurs, les recense-

ments de 1851 et 1861 indiquent une nette prédominance de la rive sud du Saint-Laurent comme lieux d'origine des hommes de chantiers. En 1861, des 212 individus recensés dans les cantons Escoumins, Iberville et dans la seigneurie de Mille-Vaches, 176 proviennent du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-du-Sud, 18 de la Côte-Nord et 3 seulement de Charlevoix.

Les origines de Saint-Paul-du-Nord, autrefois Mille-Vaches, sont typiquement agricoles, malgré la présence de chantiers sur la rivière Portneuf en 1843. Les premiers habitants arrivent en 1849¹¹, en provenance de diverses municipalités de Charlevoix¹². En 1857, 21 familles habitent Mille-Vaches, pour une population totale de 101 personnes. Dix ans plus tard, cette population ne s'est accrue que de 29 habitants. Le village connaît, à compter des années 1870, un développement lié à la prospérité de la scierie de Sault-au-Mouton. L'arpenteur Dumais y dénombre 57 familles en 1873 et note que 51 d'entre elles possèdent des terres. En 1898, la municipalité de Saint-Paul de Mille-Vaches est créée à même le territoire des Escoumins ; elle prendra le nom de Saint-Paul-du-Nord en 1935.

L'évolution de Sault-au-Mouton est étroitement liée à celle de la municipalité de Saint-Paul-du-Nord dont elle ne se détachera qu'en 1947. Sault-au-Mouton doit son existence à l'établissement d'une scierie par la compagnie Têtu en 1858. En 1870, seulement six familles y habitent en permanence, ce qui est peu en regard d'une population flottante de 100 à 200 hommes. La construction de maisons par la compagnie attirera toutefois de nouveaux habitants, y compris huit fermiers¹³.

***SAINT-PAUL-
DU-NORD ET
SAULT-AU-MOUTON***



Scierie de Sault-au-Mouton
au début du XX^e siècle.
(Société historique de la
Côte-Nord, Fonds Général,
ANQ-1907).

PORTNEUF

L'occupation de Portneuf commence en 1844 avec l'ouverture d'une scierie par Alexis « Picoté » Tremblay, qui avait été président de la Société des Vingt-et-Un mise sur pied pour exploiter les pinèdes du Saguenay. Quatre ans plus tard, 30 familles habitent le village, mais il n'en reste que 8 en 1853, par suite d'un ralentissement dans le commerce du bois. En 1875, d'après l'arpenteur Dumais, une seule maison est occupée. Portneuf doit sa relance aux frères Stockwell, de Londres, qui ont acquis la seigneurie de Mille-Vaches en 1881. Par l'entremise de la Dominion of Canada Freehold Estate and Timber Company, les Stockwell établissent une scierie en 1882 et une usine de pâte de bois deux ans plus tard. En 1888, ils cèdent leurs intérêts à la compagnie Forsythe qui met rapidement fin à la fabrication de la pâte de bois. Seule la scierie continue de fonctionner irrégulièrement jusqu'en 1895.

Portneuf devient municipalité autonome en 1902, se séparant de Saint-Paul-du-Nord. Elle connaîtra une progression démographique assez importante au XX^e siècle, passant de 247 habitants en 1901 à 2 011 en 1941, croissance due à l'exploitation du bois à pâte.

*Les villages forestiers***SAULT-AU-COCHON**

La scierie ouverte en 1845 par Edward Slevin, un marchand des Éboulements, marque les débuts du peuplement de Sault-au-Cochon. Quatre ans plus tard, William Price acquiert ce moulin à titre personnel. Le bois provient à la fois de Sault-au-Cochon et de la baie de Laval, située quelques kilomètres à l'est. Les opérations cessent en 1857 et ne reprennent qu'en 1872, sous la gouverne de Grant William Forrest. L'année suivante, Sault-au-Cochon compte 24 familles et 160 hommes sont employés dans les opérations forestières. La fermeture de la scierie, en 1894, signifie l'abandon du village par la majorité des habitants. Il faudra attendre en 1937 avant que ne renaisse Sault-au-Cochon (Forestville) avec la venue de l'Anglo Pulp et la reprise de l'industrie des pâtes et papiers.

**POINTE OUEST
DE LA RIVIÈRE
BETSIAMITES**

Alors que, sur la rive est de la rivière Betsiamites, la Compagnie de la baie d'Hudson a installé un comptoir en 1859, que l'État a autorisé la création d'une réserve en 1862 et que les Oblats ont, également en 1862, fixé leur résidence, ce ne sera qu'avec les chantiers et la scierie de Girouard & Beudet, en 1873, que s'animera la pointe ouest de cette même rivière. La compagnie, qui possède une concession forestière de plus de 2 000 kilomètres carrés, investit alors 150 000 \$ dans la construction d'une scierie à vapeur à l'embouchure de la rivière. Dix ans plus tard, le village de Girouard & Beudet compte 350 habitants¹⁴. Comme dans plusieurs autres villages, la population est à la merci de l'industrie du bois. La scierie ferme en 1894, rouvre en 1908 et ferme à nouveau en 1918.

Manicouagan naît en 1898 avec la construction, par Damase Jalbert, un entrepreneur du Lac-Saint-Jean, d'une scierie mécanique à l'embouchure de la rivière Amédée. La scierie passe rapidement à d'autres intérêts : la perte de billots, en 1901, et l'incendie du magasin de provisions, en 1902, découragent apparemment Jalbert qui vend à l'entreprise Scougall, Dobel et Becket. L'année suivante, c'est la scierie qui brûle ; les installations passent alors à la Manicouagan & English Bay Export. En 1907, la rupture des estacades sur la rivière Manicouagan cause la perte des billots, ce qui porte un autre dur coup aux opérations forestières. Le village, qui compte alors 60 familles, occupe « une partie de l'espace que, à Hauterive, on appelle maintenant la Falaise¹⁵ ». L'exploitation du bois de sciage périclité par la suite et cesse totalement vers 1920.

MANICOUAGAN



Scierie Manicouagan vers 1900.
(Société historique de la Côte-Nord, Fonds Général).

C'est l'établissement, par les frères Gagnon en 1883, d'une scierie sur un lieu connu depuis longtemps des pêcheurs qui est à l'origine du village de

PENTECÔTE

Pentecôte. Ce dernier représente un autre exemple éloquent d'un village forestier victime des crises du bois. Jusqu'en 1900, la compagnie fait de bonnes affaires. On coupe jusqu'à 40 000 billots en 1892-1893. Le moulin emploie alors 100 à 125 hommes qui proviennent surtout de Havre-Saint-Pierre, Rivière-au-Tonnerre, Sheldrake, des localités où la pêche et la chasse ne suffisent plus à assurer la subsistance. En 1897, la population stable de Pentecôte atteint 260 habitants¹⁶. La coupe du bois à pâte fournit, vers 1905, de l'emploi à plus de 300 hommes en provenance des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie et du Labrador¹⁷. La suspension de la coupe, entre 1912 et 1920, entraîne aussitôt le départ d'une partie des 40 familles de Rivière-Pentecôte vers Clarke City et Anticosti. À la reprise, en 1920, la population augmente à une centaine de familles¹⁸, mais on n'en compte plus que 46 en 1924. À cette époque, une dizaine d'habitants seulement s'adonnent à l'agriculture¹⁹, ce qui peut expliquer les variations importantes observées dans les chiffres de population. En 1928, la coupe du bois cesse pour ne reprendre que sur une petite échelle en 1937.

L'île d'Anticosti



Henri Menier en 1901.
(ANQ).

Henri Menier, un riche industriel français connu comme chocolatier, acquiert l'île d'Anticosti en 1895 avec, pour objectif, l'exploitation planifiée des ressources de ce territoire. C'est un projet peu crédible pour nombre de contemporains de Menier²⁰. Jusqu'alors, l'île appartenait à The Governor and Company of the Island of Anticosti, dont la majorité des actions étaient détenues par les frères Stockwell. Une fois l'île acquise, Menier obtient de la plupart des habitants qu'ils lui vendent leurs propriétés et qu'ils passent à son service. Les pêcheurs anglo-protestants de Fox Bay, dont la présence est jugée illégale et qui s'opposent à Menier, seront toutefois expulsés. Ce geste cause quelques remous dans les milieux religieux et politiques, mais Menier désire appliquer intégralement son privilège d'exploiter les ressources, y compris les droits de pêche exclusifs autour de l'île.

En 1861, Anticosti compte 67 habitants. La principale occupation déclarée au recensement est la chasse. Le peuplement de l'île progresse lentement et atteint 253 habitants en 1891, dont 167 sont d'origine canadienne-française. La presque totalité des habitants s'adonnent alors à la pêche, mis à part quelques chasseurs et employés du gouvernement. En 1901, six ans après l'acquisition de l'île par Menier, la population s'élève, selon le recensement du Canada, à 442 habitants, dont 30 de nationalité française. La majorité des habitants se disent, comme en 1891, pêcheurs ou pêcheurs et employés. La population permanente s'accroît dans les décennies suivantes pour atteindre

766 en 1941²¹, alors que plus d'un millier de travailleurs forestiers migrants se rendent sur l'île chaque année.

La construction de maisons, d'installations portuaires et d'établissements industriels commence dès 1896. Elle se poursuivra jusqu'au moment du décès d'Henri Menier, en 1914. Parmi les ressources de l'île, le bois apparaît comme l'une des plus importantes. Les premières scieries répondent aux besoins locaux. Bientôt, la production de bois d'œuvre pour les marchés se développe, mais c'est surtout le bois à pâte qui intéresse Menier pour des raisons de rentabilité. En 1909, Lumber Sales Corporation de New York et la compagnie Clarke sont intéressées au bois à pâte d'Anticosti. Menier envisage même une association avec Clarke dans l'exploitation d'une usine de pâte chimique à Anticosti. Son décès met un terme à tous ces rêves.

LE BOIS

Parmi les projets de Menier, figure le développement agricole. Menier voit dans l'agriculture une activité commerciale, au même titre que l'exploitation du bois et la pêche. Aucun habitant ne cultive pour son compte. Quelques grandes fermes sont organisées au début du XX^e siècle. Déjà en 1904, elles éblouissent les juges du Mérite agricole²². Ces fermes, qui comptent 150 têtes de bétail en 1911, doivent assurer l'approvisionnement de l'île en viande de bœuf.

**LA CULTURE
ET L'ÉLEVAGE**

Au début du XX^e siècle, le hareng, abondant à la baie Ellis, est vendu à des pêcheurs néo-écossais qui l'utilisent comme appât pour la pêche au homard. Les perspectives de profit dans les pêches incitent par ailleurs Henri Menier à investir dans des conserveries de homard à Fox Bay et à Goose Point. Ces établissements opéreront une dizaine d'années, mais des résultats décevants en forceront la fermeture vers 1912. Quant à la pêche à la morue, elle est négligée en raison de la trop forte concurrence des pêcheurs du golfe et de Terre-Neuve.

**LA PÊCHE
ET LA CHASSE**

La chasse fait également partie du plan de développement de l'île. Vers 1900, la vente de fourrures rapporte environ 6 000 \$ par année. Mais ce sera bientôt l'aspect sportif et touristique de la chasse, tout comme celui de la pêche, qui prévaudra. D'ailleurs, Menier introduira différentes espèces animales dans l'île, dont le chevreuil qui fait aujourd'hui d'Anticosti un paradis pour les chasseurs.

Le mouvement de colonisation

Au tournant du XX^e siècle, les meilleures terres agricoles entre Sacré-Cœur et Portneuf sont occupées. Déjà en 1860, on évaluait que 75 % des bonnes terres de Tadoussac et de Bergeronnes avaient trouvé preneur²³. Mais il reste difficile d'affirmer qu'il y a saturation pour la zone s'étendant de Sacré-Cœur à Portneuf. Du côté de l'industrie forestière, les grandes années de

prospérité de l'industrie du sciage appartiennent déjà au passé. Vers 1900-1910, la majorité des scieries importantes ont en effet cessé leurs activités.

La rareté des bonnes terres, les difficultés de l'industrie forestière et la Crise stimuleront le peuplement de la zone Portneuf–Manicouagan, peuplement qui s'effectue en bonne partie à même les populations des municipalités de la zone Sacré-Cœur–Portneuf.

Ce peuplement commence véritablement dans les années 1920 et s'amplifie à l'époque de la Crise. Les regards se tournent alors vers les cantons Laval, Latour, Betsiamites, Ragueneau, Manicouagan et Arnaud, à l'est de Portneuf. Pour la première fois, semble-t-il, la colonisation de la Côte-Nord intéresse l'État de façon significative, surtout par l'entremise d'Edgar Rochette²⁴, député du comté de Charlevoix–Saguenay. On reconnaît une partie du territoire comme région de colonisation vers 1930. La Haute Côte-Nord bénéficiera également de l'appui inconditionnel d'Henri Auger, ministre de la Colonisation de 1936 à 1939. Jusque-là, la colonisation du territoire avait surtout été l'affaire d'initiatives individuelles.

LA PÉNINSULE DE MANICOUAGAN

De part et d'autre de la péninsule de Manicouagan, on relève, dès les années 1850, la présence de familles s'adonnant à l'agriculture, à la pêche et à la chasse. En 1872, Pointe-aux-Outardes est le hameau le plus peuplé de la région avec 7 familles (38 habitants) ; selon Georges Duberger, il s'agit de *squatters* qui se sont partagé des lots à l'est de l'embouchure de la rivière aux Outardes. L'une de ces familles est établie depuis 1852. Duberger signale la présence de deux autres *squatters* sur le côté ouest de la rivière²⁵. En 1895, cette population atteint 15 familles qui ne totalisent que 53 habitants, ce qui implique de petits ménages ou de nombreux célibataires. À la fin du XIX^e siècle, la fermeture de la scierie de la rivière Betsiamites amènera au moins 6 familles à s'établir à Pointe-aux-Outardes²⁶. Le peuplement continuera de croître très lentement, puisqu'en 1926, on ne comptera que 32 familles²⁷.

La colonisation de Ragueneau²⁸ commence en 1870 avec l'arrivée d'Édouard Jean, de Petit-Métis, en Gaspésie. Les premiers habitants cultivent pour leurs besoins et certains s'adonnent au commerce des fourrures. Toutefois, le peuplement débute réellement en 1922, avec l'arrivée d'un groupe de colons de Saint-Paul-du-Nord. Une quinzaine de familles de la même localité et quelques autres de la côte sud s'ajouteront au cours des années 1923-1930. La plupart des habitants préférèrent alors le travail forestier à celui de la terre²⁹.

Au début des années 1930, l'ouverture de petits moulins de sciage à Ragueneau et à l'île Bélanger assure un débouché local pour le bois. Une centaine d'hommes travaillent à la coupe, au flottage, au sciage et au transport

des produits finis vers Montréal. La colonisation reprend en 1931 avec l'arrivée d'une quarantaine de familles en provenance de Sacré-Cœur, de Bergeronnes et des Escoumins. Ragueneau devient paroisse en 1934, lorsqu'elle est détachée de Rivière-aux-Outardes, un signe de stabilité et aussi de croissance. Le Père Jean Taillardat, missionnaire, y dénombre 190 familles en 1938³⁰.

Les premiers colons de Latour seraient des Tremblay, de Portneuf, qui seraient venus, en 1923, ouvrir un petit chantier à la rivière Blanche. Mais le peuplement démarre véritablement avec la Crise. En 1931, 9 familles de Saint-Paul-du-Nord et de Portneuf élisent domicile dans le canton Latour, 25 kilomètres plus bas que Portneuf³¹. Quatorze autres familles originaires de Bergeronnes suivent en 1933³². Ainsi commence, avec la Crise, la colonisation d'un territoire que le Père Arthur Gallant avait, en 1923, jugé « apparemment [...] impropre à toute colonisation³³ ». Toutefois, le mouvement de retour à la terre ouvre définitivement Latour à la colonisation. En 1930, Omer Brisson, de Moulin à Baude, installe une petite scierie mécanique pour les besoins locaux. Le succès de la colonisation à Colombier, la construction de chemins, l'établissement d'une école et d'un bureau de poste attirent d'autres colons à Latour et dans le canton Laval. En 1939, Latour compte 43 familles (264 habitants) ; la croissance sera désormais lente : en 1945, elle s'élève à 51 familles (302 habitants)³⁴.

LATOUR

Quoique la création de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Colombier relève apparemment de l'initiative de colons, elle bénéficie sans tarder de l'appui du clergé et du ministère de la Colonisation. Cet appui inconditionnel permet de développer rapidement différentes structures sociales, religieuses et économiques dans la paroisse et fait de Colombier un exemple de colonisation planifiée et un modèle à suivre. Dès les débuts, on y établit des écoles, une caisse populaire et une coopérative.

COLOMBIER

La colonisation de Sainte-Thérèse-de-Colombier commence en 1935. Des habitants de Sacré-Cœur et de Bergeronnes viennent ouvrir un chemin et bâtir une vingtaine de maisons³⁵. En juillet 1936, les premiers groupes de colons s'installent ; d'autres se joindront à eux au cours des années suivantes, de sorte que la paroisse compte déjà 81 familles en 1939, pour un total de 549 habitants. À l'exemple des centres de colonisation voisins, les colons de Colombier proviennent essentiellement des anciennes paroisses de la Haute Côte-Nord : en 1939, 67 familles sont originaires de Sacré-Cœur, de Bergeronnes et des Escoumins³⁶. Les colons connaissent bien les conditions du milieu, ce qui leur confère un avantage appréciable. Cette connaissance de la région et l'encadrement dont bénéficie la colonisation à Colombier peuvent expliquer la persévérance des colons et la croissance rapide de la population.

Parmi les centres de peuplement mis en place au XX^e siècle entre Portneuf et la péninsule de Manicouagan, Colombier est celui qui paraît le mieux intégrer les activités agricoles et forestières. Les habitants poursuivront des fins agricoles, tout en tirant des revenus du bois coupé sur leurs fermes.

Aperçu général

Un colon de Tadoussac
avec son fils.
(Société historique de la
Côte-Nord, Fonds Général,
ANQ-1496).

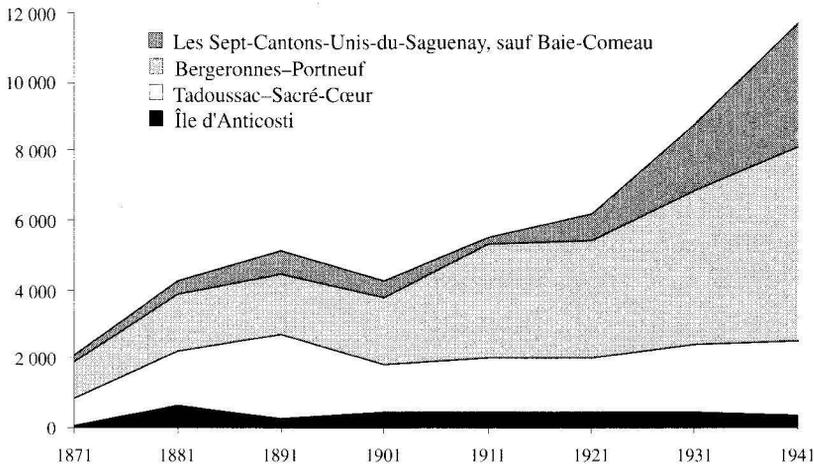
Le peuplement du territoire compris entre Tadoussac et la péninsule de Manicouagan s'est étalé sur plus d'un siècle, mais en deux phases. Au XIX^e siècle, celui de la zone Tadoussac-Portneuf évolue surtout au rythme des opérations forestières ; au XX^e siècle, l'occupation de la zone sise à l'est de Portneuf, jusqu'à la péninsule de Manicouagan, relève davantage de la colonisation agro-forestière et est plus stable.

Exprimées par zones, les données sur la population permettent de suivre la progression des différents peuplements (figure 7.1). La population d'Anticosti demeure assez stable pendant toute la période. Celle de Tadoussac-Sacré-Cœur atteint dès le XIX^e siècle un seuil qui se maintiendra pendant les décennies suivantes. Après 1890, la zone Bergeronnes-Portneuf accapare une bonne partie de l'augmentation de la population du territoire. Cette croissance est partagée avec celle de la zone des Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay à compter des années 1920. Le peuplement s'effectue d'ouest en est et sa progression correspond globalement, au XIX^e siècle, au cheminement de l'industrie du sciage et, au XX^e, à l'extension du territoire agricole.

On remarque, dans un premier temps, les apports importants du comté de Charlevoix et de la rive sud du Saint-Laurent dans la composition de la population ; dans un deuxième temps, les paroisses pionnières de la Haute Côte-Nord contribuent largement au peuplement de la zone sise entre Portneuf et Manicouagan. Il semble qu'une partie des habitants des vieilles paroisses sont attirés par les terres accessibles et, peut-être, par les perspectives offertes par la coupe du bois pour la pâte à papier.



Figure 7.1
Population de la Haute Côte-Nord et de l'île d'Anticosti
par zone, 1871-1941



Source: Recensements du Canada, 1871-1941.

On peut certes constater des mouvements importants de population dans les villages forestiers où les travailleurs et leurs familles se déplacent au gré des ouvertures et des fermetures d'entreprises. Mais d'autres quittent aussi la région pour des motifs que le manque de données nous empêche de préciser. Par exemple, un village majoritairement agricole comme Bergeronnes présente un excédent démographique de 1 242 individus³⁷ entre 1883 et 1940 ; sa population aurait donc dû atteindre 1 474 habitants plutôt que 957 en 1940. On sait que les Bergeronnais se prêteront à la colonisation de nouveaux territoires, mais on ignore dans quelle proportion ils auront choisi la Haute Côte-Nord.

UNE POPULATION INSTABLE

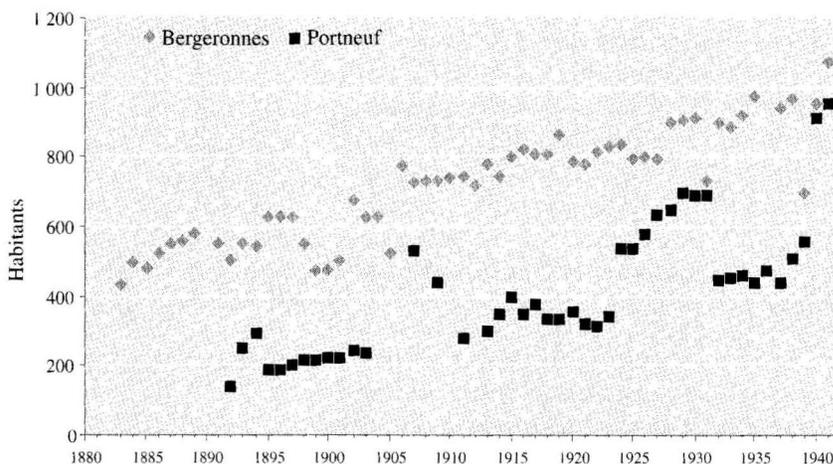
La plupart des peuplements du XIX^e siècle se fondent principalement, comme on l'a vu, sur l'industrie forestière et, dans une moindre mesure, sur l'agriculture. Le développement de Bergeronnes et de Sacré-Cœur est surtout dû à l'agriculture. Les Escoumins, Mille-Vaches, Portneuf, Sault-au-Cochon et Rivière-Pentecôte prospèrent de leur côté avec la venue des compagnies forestières. Quant à la municipalité de Tadoussac, elle doit sa renaissance à l'industrie forestière et son expansion à l'industrie touristique. Après 1920, toutefois,

l'exploitation agricole sera davantage à l'origine du peuplement du territoire s'étendant de Portneuf à la péninsule de Manicouagan.

Au XIX^e siècle, à l'exception de Sacré-Cœur et de Grandes-Bergeronnes, aucune des municipalités n'a une vocation agricole suffisante pour permettre à ses habitants de se replier sur l'agriculture lors des crises périodiques de l'industrie forestière. Toutefois, Les Escoumins s'en tire assez bien : un peu d'agriculture, l'exploitation sporadique des gisements de mica, le commerce et la construction de navires assurent à cette localité une plus grande stabilité. Mais ses chantiers et ses scieries n'échappent pas aux fermetures temporaires et les Escouminoïses attendent toujours avec impatience la relance des activités forestières. Les effets peuvent être très radicaux : par exemple, la population passe de 400 à 950 habitants entre 1900 et 1910, un bond attribué à la reprise de l'activité des chantiers, du sciage et de la production de bois à pâte.

La faible diversité de l'économie pèse particulièrement sur les villages forestiers au XIX^e siècle. La figure 7.2 rend compte de l'évolution de la population³⁸ de deux villages, Bergeronnes et Portneuf, des années 1880 à 1940.

Figure 7.2
Population des Bergeronnes et de Portneuf
1880-1940



Source: Rapports des curés, 1880-1940.

Bergeronnes est davantage agricole, les missionnaires ou les curés estimant, dans leurs rapports, qu'entre 40 et 60 % des familles cultivent la terre. À Portneuf, au contraire, les rapports des curés ne mentionnent qu'exceptionnellement la présence d'habitants qui cultivent, signe du peu d'importance accordée à l'agriculture, du moins jusque vers 1910-1920. Il en résulte une population moins stable. La prospérité de l'industrie forestière a une incidence sur l'accroissement de sa population dans les années 1880, sur la brusque hausse au cours des années 1920, sur la baisse importante des années 1930 et sur une nouvelle hausse vers la fin de la Crise ; ces revirements correspondent à la reconstruction de la scierie Portneuf en 1882 et à l'ouverture du moulin de pâte à papier en 1884, aux opérations de Hamilton Cove au début des années 1920 et à sa fermeture une dizaine d'années plus tard et, enfin, à la venue de la Consolidated Bathurst. Cet exemple rend compte des fluctuations importantes de population que peuvent subir les villages forestiers.

L'exploitation de la forêt

C'est dans le contexte de la demande britannique pour le bois canadien³⁹ et dans une perspective d'ouverture à la colonisation de nouveaux territoires que le gouvernement du Bas-Canada restreint les privilèges de la Compagnie de la baie d'Hudson lors du renouvellement de son bail en 1842⁴⁰. Dès lors, commence l'exploitation des forêts de la Côte-Nord.

La demande et la production de bois

L'industrie forestière québécoise du XIX^e siècle est dominée par la production de bois équarri et de bois scié pour l'exportation vers les États-Unis et le Royaume-Uni. Le commerce du bois équarri, peu important sur la Côte-Nord, mise sur l'exploitation du pin blanc et du pin rouge. À mesure que les réserves de pin diminuent, les compagnies forestières se tournent vers l'utilisation de l'épinette pour la production du bois scié. Déjà, vers 1850, une bonne partie des opérations forestières de l'embouchure du Saguenay et de la Haute Côte-Nord visent la production de bois scié.

Des années 1840 au début du XX^e siècle, période où l'industrie du sciage est la plus active sur la Haute Côte-Nord, crise et prospérité alternent. Les années 1840 sont relativement bonnes jusqu'à la crise de 1847-1848. Une autre période difficile survient vers 1857, suivie d'une reprise lors de la Guerre de Sécession. Enfin, une conjoncture défavorable affecte le commerce international après 1873, ce qui n'empêche toutefois pas l'implantation de nouvelles scieries.

**ENTRE PROSPÉRITÉ
ET CRISE**

Les données statistiques ne permettent pas de distinguer la production de la Haute Côte-Nord de celle du Saguenay avant 1871. Par la suite, la Haute Côte-Nord est incluse dans l'agence du Saguenay qui couvre un territoire comprenant la région de Charlevoix et toute la Côte-Nord, de sorte qu'on ne peut encore connaître la part précise de la Haute Côte-Nord. De plus, les statistiques sur la coupe réelle de bois demeurent incertaines en raison de l'incapacité du gouvernement de surveiller efficacement les activités des entreprises. Une enquête commandée en 1888, soit plusieurs décennies après le début des opérations forestières, révèle que les entreprises, sauf Price Brothers, ont cette année-là sous-estimé les coupes de bois déclarées au gouvernement et donc sujettes à des redevances, sans compter le bois coupé hors de leurs limites forestières⁴¹.

UNE PRODUCTION INÉGALE

Malgré leurs déficiences, ces données révèlent néanmoins l'instabilité de l'industrie du bois de sciage. Entre 1871 et 1888, période où les statistiques compilées sont comparables, les coupes de billots d'épinette et de pin atteignent respectivement une moyenne de 120 250 et 14 634 unités. Les écarts sont toutefois considérables sur une base annuelle. Pour le pin, ces écarts varient de 6 282 billots en 1873 à 25 570 en 1888. Pour l'épinette, la coupe, faible en 1873 avec 21 881 billots, passe à 154 901 billots en 1881, baisse à 75 646 en 1886, avant d'atteindre un sommet de 220 565 en 1888⁴².

Vers la fin du XIX^e siècle, le bois à pâte prend la relève du bois scié sur la Haute Côte-Nord. Les années de la Première Guerre mondiale sont toutefois difficiles pour la région qui ne semble pas tellement profiter de la demande américaine pour le papier. Par contre, les années 1920, comme nous le verrons dans le chapitre 9, sont suffisamment prometteuses pour voir naître des projets d'investissement, tel le complexe hydroélectrique de la rivière aux Outardes qui desservira la future papeterie de Baie-Comeau. À la fin des années 1920, une nouvelle crise s'annonce pour l'industrie forestière. La reprise ne viendra que vers 1937. Comme au XIX^e siècle, la ressource forestière rattache l'économie de la Haute Côte-Nord à l'économie internationale, mais comme à l'époque du sciage, la prospérité reste fragile.

Les entreprises

DE LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON À LA SOCIÉTÉ DES VINGT-ET-UN

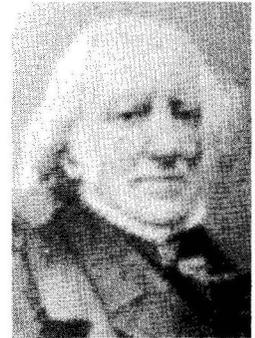
En raison du monopole de la Compagnie de la baie d'Hudson sur le territoire, les activités forestières en Haute Côte-Nord ont été à peu près inexistantes jusqu'aux années 1840. En 1836, la Compagnie de la baie d'Hudson débute elle-même l'exploitation forestière⁴³, mais elle abandonne rapidement sa tentative d'exploiter les pinèdes de son territoire. L'expertise lui fait défaut et les marchands de bois ne prirent guère sa venue dans ce commerce.

La Société des Vingt-et-Un, soutenue par William Price, acquiert en 1837 la licence de la Compagnie de la baie d'Hudson et, en 1838, un droit de coupe sur son territoire. À la fin des années 1830, le Saguenay et la Côte-Nord sont définitivement ouverts à l'exploitation forestière.

Price étend ses opérations dans l'ancien territoire de la Compagnie de la baie d'Hudson selon le scénario suivant : il appuie des groupes de colons qui construisent des scieries qu'il rachète rapidement aux moindres difficultés financières⁴⁴. Il sait tirer avantage de son accès au marché des capitaux et au réseau international du commerce de bois. L'ancien propriétaire de la scierie devient souvent le gérant de Price. Cette association entre un « colon » et un marchand de bois n'est pas le seul fait de Price. Ainsi, en 1844, Alexis Tremblay installe une scierie à Portneuf en s'associant à James Gibb, un marchand de bois de Québec ; dix ans plus tard, devant la faiblesse du marché du bois, Tremblay abandonne et Gibb se retrouve seul maître.

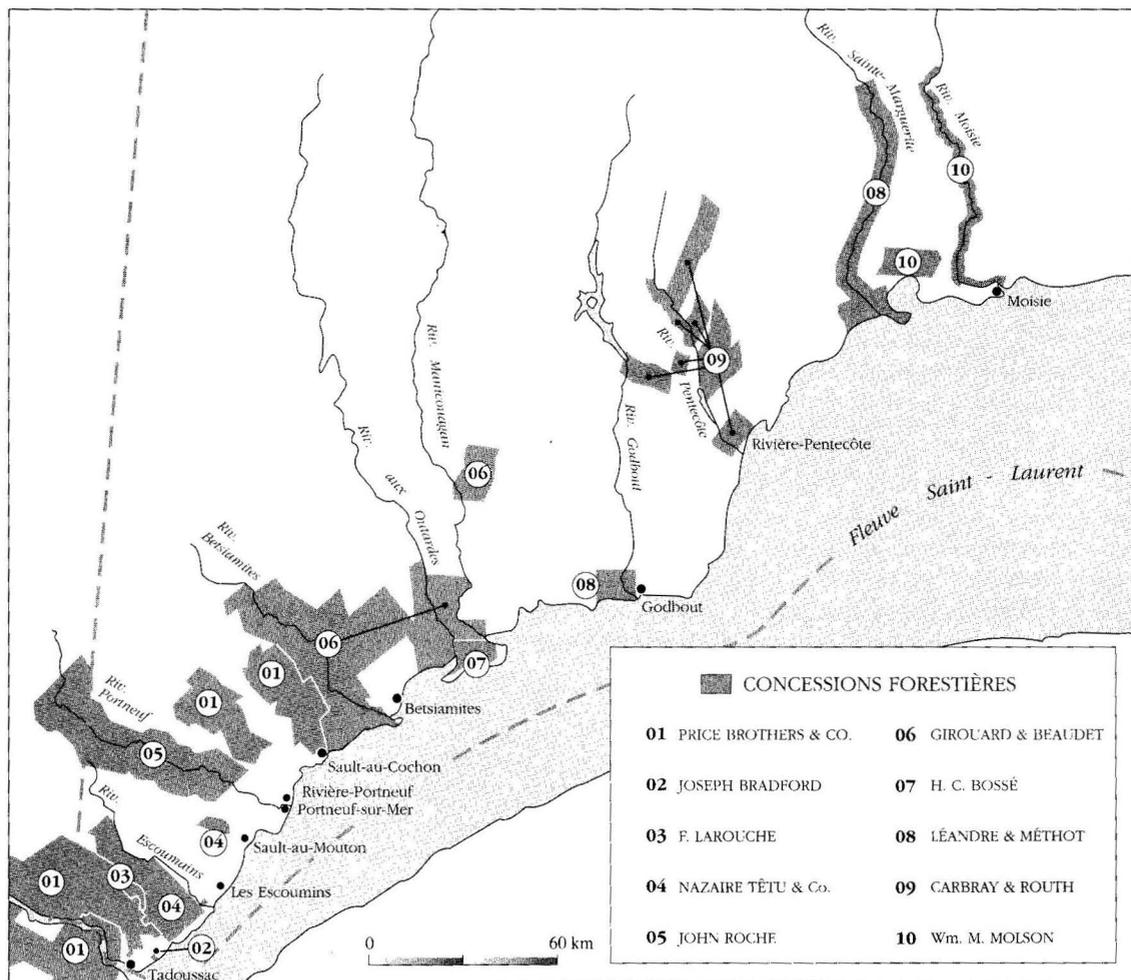
Si Price détient une place de choix dans la localisation des scieries et dans les concessions des forêts, il trouve toutefois rapidement des concurrents. Dès les années 1840, la Haute Côte-Nord attire des entrepreneurs forestiers de la rive sud du Saint-Laurent, une région où l'exploitation forestière avait commencé quelques décennies plus tôt. La Côte-Nord est facile d'accès aux entrepreneurs de la rive sud et des compagnies, telles celles de Nazaire Têtu et de Girouard & Beaudet, acquerront des concessions forestières et viendront exploiter les ressources de la rive nord (carte 15).

Le temps fort de l'industrie du sciage se situe entre 1840 et 1900. Pendant cette période, on note néanmoins l'instabilité des compagnies : faillites, fermetures, rachats se succèdent, dénotant la fragilité d'une industrie souvent victime des aléas du marché. À cet égard, le cas des Escoumins est des plus significatifs : de 1845 aux années 1920, les opérations forestières y sont presque continues, mais les chantiers et les scieries changent maintes fois de mains. Des difficultés financières obligent Nazaire Têtu à se défaire de son entreprise en 1857. La compagnie Têtu & Garneau, formée du frère de Nazaire, Cirice, et d'un certain Garneau, marchand de Québec, prend la relève, mais déclare faillite en 1870. Huit ans plus tard, Théodore J. Lamontagne achète les installations des Escoumins et fait l'acquisition de limites à bois sur les rivières Bergeronnes et du Sault au Mouton. L'avenir de la scierie est assuré jusqu'en 1896. Puis les installations passent à la Saguenay Lumber Company. De nouvelles difficultés surgissent avec l'incendie du moulin en 1916, prélude de la fermeture cinq ans plus tard. Finalement, en 1924, la Consolidated Paper Corporation acquiert les équipements et les concessions forestières.

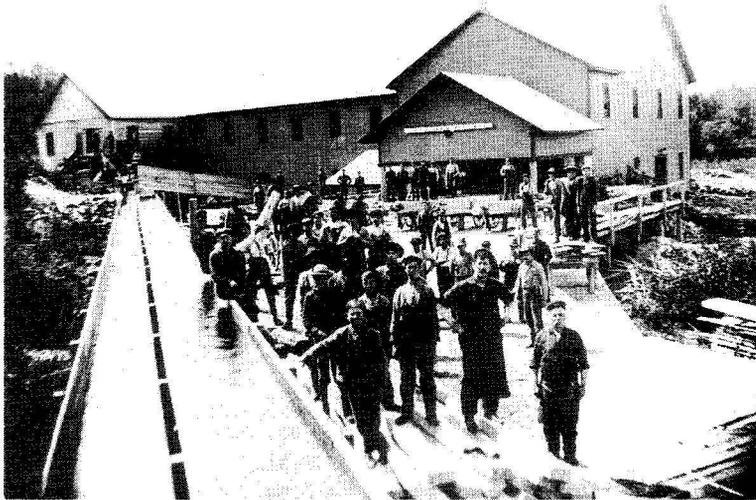


William Price, 1790-1867.
(Arthur Buies, *Le Saguenay et la vallée du Lac-Saint-Jean*, Québec, A. Côté, 1880, p. 231).

Carte 15
Concessions forestières sur la Haute Côte-Nord en 1875



Cartographie: Claude Chamberland, Les Laboratoires de géographie, UQAC, 1996.



Travailleurs à la scierie des Escoumins vers 1900. (Société historique de la Côte-Nord, Fonds Général, ANQ-999).

Les hauts et les bas de l'industrie du sciage aux Escoumins n'ont rien d'exceptionnel. Cette instabilité touche même les entreprises de Price, comme en font foi les interruptions des opérations dans différentes scieries. En 1848, le moulin de L'Anse-à-l'Eau cesse ses activités en période de faiblesse des prix et peut-être en raison de l'éloignement de la matière première. Sault-au-Cochon ferme en 1857, alors que le marché du bois est mauvais.

LES FERMETURES

Pour sa part, la compagnie Girouard & Beaudet, établie sur la rive ouest de la Betsiamites en 1873, est forcée à l'abandon et ses installations sont acquises en 1889 par St. Lawrence Lumber qui fait faillite cinq ans plus tard. Parfois, l'incendie du moulin à scie met brusquement fin aux activités. Ainsi en est-il du moulin de Gibb, Laird and Ross à Portneuf au milieu des années 1860. Il faut également tenir compte de l'épuisement des réserves facilement accessibles et de la reconversion, vers la fin du XIX^e siècle, à la production de bois à pâte. D'ailleurs, Portneuf est, dès 1884, le site d'une usine de pâte à papier qui opérera jusqu'en 1889⁴⁵. À Pentecôte, Gagnon & Frères, de Québec, se convertit en 1903 à l'écorçage du bois à pâte, avant de vendre trois ans plus tard à la Sherbrooke Lumber Co. En 1906, les actifs passent à la Pentecost Lumber Co. qui revend en 1907 à St. Maurice Lumber Co., propriétaire d'une papeterie à Trois-Rivières⁴⁶.

L'industrie du bois de sciage de la Haute Côte-Nord repose, à cette époque, sur un système d'exploitation facile et rapide des ressources immédiates. Dans les premières décennies d'exploitation, on ne croit guère opportun

La scierie de Pentecôte
vers 1900.
(Société historique de la
Côte-Nord, Fonds Général,
ANQ-1145).



de faire de la coupe dans des territoires trop difficiles et éloignés. Les entrepreneurs préfèrent plutôt fermer leurs établissements en cas de « rupture de stocks » et tendent à s'installer plus à l'est, pour autant que les forêts puissent encore être intéressantes pour le bois de sciage. Le déclin est tel qu'il ne restera guère plus que des petites scieries et des scieries de service après 1920. La dernière scierie importante semble celle de Price à la rivière Sainte-Marguerite. Elle ferme en 1922⁴⁷.

L'agriculture

L'expansion de l'agriculture

L'analyse du nombre de fermes, des cultures et du cheptel permet de dresser un tableau général de l'agriculture. Les recensements agricoles de 1861, 1911 et 1941 seront ici utilisés. Le premier donne un aperçu de l'agriculture quelque vingt ans après l'ouverture du territoire à la colonisation ; le deuxième fournit les données une vingtaine d'années après le tournant vers l'industrie laitière ; quant au recensement de 1941, il rend compte à la fois de l'état de l'agriculture à la fin de la période étudiée et des progrès récents de la colonisation à l'est de Portneuf.

LES FERMES

Le nombre de fermes de quatre hectares et plus s'élève à 126 (y compris les fermes du canton Saguenay sur la rive sud du Saguenay) en 1861, à 317 en 1911 et passe à 542 en 1941. Le plateau de 300 fermes est toutefois atteint dès

1880 et il faudra attendre les années 1920 avant que le territoire agricole ne connaisse une nouvelle expansion avec la colonisation de la zone Portneuf-Manicouagan.

Les tendances autarciques de l'agriculture se reflètent dans les superficies cultivées. En 1861, seulement 1 500 des 8 680 hectares occupés sont en culture. Une répartition entre les fermes de plus de 20 hectares en culture et les autres révèle que 10 occupants possèdent 655 hectares en culture et que les 116 autres cultivent 848 hectares, soit en moyenne 7 hectares chacun. La présence des chantiers explique l'existence des quelques grandes fermes.

En 1911, le recensement rapporte 6 973 hectares en culture sur les 22 331 hectares occupés, soit 31 % des terres occupées comparativement à 17 % en 1861. Les principales fermes sont concentrées à Sacré-Cœur, à Bergeronnes et à Portneuf, ces trois subdivisions de recensement regroupant 130 des 194 fermes de plus de 40 hectares. Les fermes de ces trois municipalités représentent 67 % des terres occupées et 68 % des terres en culture.

En 1941, les superficies possédées atteignent 30 090 hectares, résultat de la colonisation récente à l'est de Portneuf. Le tiers est en culture. Encore une fois, les localités de Bergeronnes et de Sacré-Cœur se signalent avec 46 % de leurs terres en culture, suivies de Tadoussac et de Saint-Paul-du-Nord avec 33 %.

Parmi les productions agricoles, celles du blé, de l'avoine, du foin et de la pomme de terre ont été considérées. Quoique les données couvrent l'ensemble de la Côte-Nord en raison des limites du recensement, il demeure que la majeure partie des activités agricoles concernent la région Tadoussac-Manicouagan. Le blé, dont les emblavures atteignent un maximum de 308 hectares en 1881, est une culture négligeable. À l'inverse, l'ensemencement d'avoine progresse pour atteindre 1 032 hectares en 1911 et un sommet de 1 604 hectares en 1941. Même chose pour le foin qui dépasse finalement les 3 000 hectares en 1931. Quant à la pomme de terre, les superficies n'excèdent jamais les 250 hectares pendant toute la période.

LES CULTURES

Du côté du cheptel, les moutons dominant, puis viennent, dans l'ordre décroissant, les porcs, les vaches laitières et les chevaux ; en 1941, le nombre de vaches supplante le nombre de porcs. Les cultures et la composition du cheptel démontrent, dans l'ensemble, l'importance de la consommation domestique et le progrès de l'industrie laitière.

LE CHEPTEL

Tableau 7.1
Le cheptel de la Haute Côte-Nord, 1861, 1911 et 1941

	Moutons	Porcs	Vaches	Chevaux
1861	483	234	138	97
1911	2 599	2 229	1 565	753
1941	2 711	1 651	2 097	693

Source : *Recensements du Canada*, 1861, 1911, 1941.

La ferme type

De ces quelques données statistiques, il ressort qu'une majorité de ces fermes ont comme première fonction de combler une partie des besoins familiaux en laine, en viande et en produits laitiers. La description d'une exploitation moyenne en 1861 et, ultérieurement pour les années 1911-1941, illustre cette fonction, tout en montrant l'évolution des fermes⁴⁸.

DES FERMES MODESTES

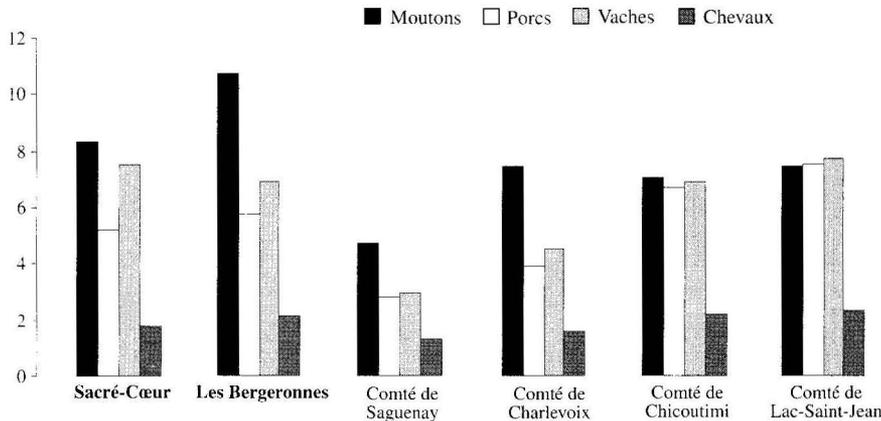
En 1861, dans les cantons Tadoussac et Bergeronnes, la majorité des fermes ont moins de 20 hectares en culture. Ces fermes possèdent en moyenne 2,5 moutons, 1,6 porc et 0,7 cheval. Globalement, ces moyennes seraient quelque peu supérieures dans le canton Saguenay et à la rivière Sainte-Marguerite et inférieures dans les cantons Iberville et Escoumins.

En 1911, les superficies cultivées ont augmenté et le cheptel est plus important. Toutefois, pour les années 1911 à 1941, la répartition de ce cheptel parmi les fermes de plus de 4 hectares tend à montrer le piétinement de l'agriculture, nonobstant la Crise. Les meilleures moyennes par ferme sont atteintes en 1921 avec 10 moutons, 6 porcs, 6 vaches, 2 chevaux et plus d'une vingtaine de poules et de poulets⁴⁹. Ces moyennes s'abaissent quelque peu en 1931, mis à part les poules et poulets, et davantage en 1941, résultat des nouvelles petites fermes apparues dans la grisaille des années 1930. Dans l'ensemble, la ferme du comté de Saguenay a un cheptel moindre que celle des comtés de Chicoutimi, de Lac-Saint-Jean et de Charlevoix.

DEUX ZONES PERFORMANTES

Par subdivisions de recensement, les performances des municipalités de Sacré-Cœur et de Bergeronnes ressortent à nouveau : en 1941, avec 27 % des fermes de plus de 4 hectares, elles regroupent plus de 50 % du cheptel ovin, porcin, laitier et chevalin. Ces deux municipalités obtiennent même des performances nettement supérieures à l'ensemble du comté de Charlevoix et se comparent assez bien aux comtés de Chicoutimi et de Lac-Saint-Jean (figure 7.3).

Figure 7.3
Nombre d'animaux par ferme
à Sacré-Cœur et à Bergeronnes en 1941



Source: Recensement du Canada, 1941.

Du côté de l'orientation des fermes, celles de la Haute Côte-Nord suivent la tendance du Québec et s'engagent dans l'industrie laitière vers la fin du XIX^e siècle. Deux fromageries sont ouvertes à Bergeronnes en 1893 et, en 1894, aux Escoumins, faisant suite aux initiatives des curés de ces paroisses. Également en 1894, un fromager de Bagotville établit une fabrique à Sacré-Cœur⁵⁰. Ici, comme au Saguenay-Lac-Saint-Jean, on opte pour les fromageries dans le but de fabriquer et d'exporter du fromage cheddar vers la Grande-Bretagne. Si on n'en relève que deux en 1895, l'une à Grandes-Bergeronnes et l'autre aux Escoumins, la seule municipalité de Bergeronnes en comptera trois en 1915, suivant ainsi l'exemple de la multiplication désordonnée des fromageries qui a alors cours au Québec.

DES FROMAGERIES S'OUVRENT

L'information agricole

Dès le XIX^e siècle, la Société d'agriculture, les cercles agricoles et les journaux incitent les agriculteurs de la Côte-Nord à améliorer leurs exploitations. Mais la Société d'agriculture du comté, qui a comme fonction de

LES CERCLES AGRICILES

promouvoir l'agriculture, languit comme bien d'autres et elle cesse toute activité en 1892⁵¹. Les cercles agricoles prennent aussitôt la relève. En 1895, les municipalités des cantons Tadoussac, Bergeronnes et Escoumins ont chacune un cercle actif. Celui de Tadoussac organise un concours de production pour les troupeaux laitiers. Pour donner de la crédibilité au concours, on n'accepte que les troupeaux d'au moins cinq vaches⁵². Les dirigeants veulent introduire des animaux de race, des instruments aratoires et sensibiliser les agriculteurs à l'utilisation du varech comme engrais. Ces cercles comptent 300 agriculteurs à cette époque et leur membership tend à s'accroître mais, après 1908, une désaffection rapide les touche. Trois ans plus tard, seul celui de Tadoussac, avec sa trentaine de membres, semble demeurer en activité⁵³.

LE JOURNAL D'AGRICULTURE

L'attrait pour *Le Journal d'agriculture* est remarquable. Une proportion élevée d'agriculteurs s'y abonne. En 1877, les arrondissements postaux de Tadoussac, Petites-Bergeronnes, Escoumins, Mille-Vaches et Sault-au-Cochon distribuent ce journal à 176 abonnés, soit plus de la moitié des 300 agriculteurs de la région. À titre comparatif, pour quelque 2 000 fermes du comté de Charlevoix, on relève seulement 318 exemplaires distribués. Dans Chicoutimi et Lac-Saint-Jean, la proportion est encore plus faible : 351 exemplaires pour 2 600 fermes⁵⁴, ce qui représente seulement 15 % des agriculteurs.

COOPÉRATIVES ET CERCLES DE FERMÈRES

Les années 1930 voient naître d'autres formes de diffusion des connaissances agricoles avec le développement des coopératives et des cercles de fermières. Les premières coopératives agricoles apparaissent à Sacré-Cœur et à Bergeronnes en 1930. Il en est de même pour les cercles de fermières qui commencent à s'implanter sur la Côte-Nord après 1930, soit plus d'une quinzaine d'années après leur fondation au Québec. En 1945, 13 cercles fonctionnent dans le comté de Saguenay⁵⁵.

Une source complémentaire de revenus

Parmi les autres revenus tirés de la terre, celui provenant de la cueillette du bleuets est le plus intéressant. Comme dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, des conserveries sont mises sur pied, dont une à la baie de Mille-Vaches en 1901⁵⁶. D'autres établissements ouvrent aux Escoumins en 1907 et en 1910 et ferment presque aussitôt⁵⁷. C'est une industrie sensible aux fluctuations des marchés. Au début des années 1930, des conserveries opèrent irrégulièrement aux Escoumins et à Mille-Vaches et les cueilleurs sont parfois incapables de vendre leurs bleuets⁵⁸. En dépit des incertitudes entourant ce commerce, le bleuets constitue, avec les excédents de viande et de produits laitiers, les principaux produits d'exportation pour la région de Tadoussac-Betsiamites. En 1930, on estime à 22 000 \$ la récolte de bleuets à Bergeronnes⁵⁹, ce qui excède la valeur de la production de fromage et de beurre⁶⁰.

Globalement, la production agricole et les revenus tirés de l'agriculture sont modestes. Le géographe Raoul Blanchard dira de cette agriculture médiocre qu'elle « n'en a pas moins d'heureux effets. Elle fait vivre la population, qui presque nulle part n'a besoin d'acheter des denrées agricoles⁶¹ ». C'est ce dernier avantage que recherchent d'abord la majorité des habitants.

La pêche, le tourisme et l'industrie minière

Sur la Haute Côte-Nord, depuis le milieu du XIX^e siècle, la pêche commerciale existe, mais l'on s'intéresse également à la pêche à des fins touristiques.

La pêche commerciale

L'importance de la pêche commerciale est limitée au XIX^e siècle et les prises tendent à diminuer. Il est possible que l'industrie forestière rende la pêche moins attrayante, mais on peut aussi s'interroger sur les pratiques de pêche et sur les transformations écologiques que subit le littoral de la Haute Côte-Nord.

La plupart des places de pêche sont exploitées par la Compagnie de la baie d'Hudson et l'un des principaux établissements, sur la Haute Côte-Nord, est celui de Tadoussac qui fournit annuellement 1 500 saumons vers 1850. La Compagnie y pratique la pêche jusqu'à la cession de ses droits à Thomas Simard, de La Malbaie, en 1858⁶². À cette époque, le rendement semble en déclin. Par exemple, la rivière des Escoumins, où la Compagnie de la baie d'Hudson pêchait annuellement jusqu'à 2 000 saumons dans les décennies 1820 et 1830, ne donne plus, en 1849, que 1 400 prises⁶³.

LE SAUMON

La région des Escoumins est également propice à la pêche au marsouin et à la chasse à la baleine. La Compagnie de la baie d'Hudson s'y adonne dans les années 1840. Une vingtaine d'années plus tard, la compagnie Têtu s'y intéresse et, en 1859, elle embauche des Montagnais pour la chasse à la baleine. Elle pêche aussi le marsouin. Les captures atteignent annuellement 20 à 40 bêtes entre 1859 et 1863⁶⁴, ce qui est négligeable comparativement aux 138 marsouins pris en quelques jours par la Compagnie de Baie d'Hudson en 1849⁶⁵.

LE MARSOUIN ET LA BALEINE

Comme le monopole de la Compagnie sur les pêches s'effrite dans les années 1850⁶⁶, de nombreux pêcheurs profitent de la situation pour tendre des rets et l'on craint que les rivières de la Côte-Nord, comme celles du Québec, ne s'épuisent. Aussi l'État applique-t-il, en 1859, sa politique de location des

LA LOCALISATION DES PLANS DE PÊCHE

places de pêche en vertu de la loi adoptée l'année précédente. C'est encore l'époque où il insiste sur la construction de passes migratoires pour contourner les barrages construits par les entreprises forestières et où il intensifie les poursuites contre les pêcheurs aux pratiques illicites. C'est également dans ce contexte de protection de la ressource que l'État justifiera, plus tard, l'établissement de baux pour les territoires de pêche.

Les recensements de 1871 et de 1881 fournissent différentes informations sur la pêche commerciale dans cette partie du comté de Saguenay. Les Montagnais, qui sont les pêcheurs les plus actifs de cette région, ont été ici ignorés. Les données pour 1871 indiquent un recul pour la région s'étendant de Tadoussac à Manicouagan. Quant au recensement de 1881, il confirme le déclin de la pêche, puisqu'elle n'occupe plus que 90 hommes, soit à peine 2 % de l'ensemble des pêcheurs de la Côte-Nord et d'Anticosti.

LES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX

L'époque des prises importantes de saumon est donc révolue à compter des années 1860. De Tadoussac à Colombier, il se pêchait à cette époque jusqu'à 3 000 saumons par année⁶⁷. Vers 1880, les prises ont diminué à 1 000. Les agents de l'État se prononcent assez rapidement sur les causes. Au début des années 1860, la rivière des Escoumins a perdu toute valeur comme rivière à saumon et l'on pointe du doigt la scierie⁶⁸. Un sort identique attend d'autres rivières, dont la poissonneuse Betsiamites pour laquelle le garde-pêche prédit, en 1877, la disparition prochaine du dernier poisson⁶⁹. D'autres explications sont avancées, dont celle d'un garde-pêche qui croit que les rémunérations offertes par l'industrie forestière découragent la pêche. Mais il semble bien que le braconnage, les pêches excessives dans les estuaires de certaines rivières et les activités de l'industrie forestière (barrages, flottage, rejets de sciure de bois) ont contribué à ruiner les rivières à saumon, ce qui expliquerait le déclin de la pêche. Catellier, directeur de la pisciculture de Tadoussac, souscrit à ces explications. Et lorsqu'il note une reprise des pêches au saumon en 1895, il l'attribue avant tout aux ensemencements répétés dans les rivières de la région depuis une dizaine d'années. Il est probable également que les mesures prises par l'État pour protéger la ressource contribuent à redresser quelque peu la situation.

Malgré les hausses, les prises sont encore modestes au début du XX^e siècle. S'il existe toujours des places de pêche au saumon affermées pour la pêche commerciale, il n'en reste pas moins que la pêche est pratiquée sur une petite échelle.

Le tourisme

À TADOUSSAC

Dans cette Côte-Nord encore difficile d'accès au XIX^e siècle, Tadoussac fait en quelque sorte exception. Ce village à l'embouchure du Saguenay

plaît non seulement aux touristes en quête d'isolement et de quiétude, mais aussi aux amateurs de pêche. Plus tard, la réfection de la vieille chapelle des Jésuites et l'aménagement de la pisciculture ajouteront à ses attraits⁷⁰. Avec la clientèle des clubs de chasse et de pêche, c'est le seul tourisme que connaît la Haute Côte-Nord avant les années 1930.

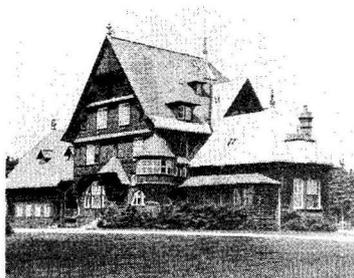
Située sur la route maritime conduisant à Chicoutimi, Tadoussac devient rapidement le lieu privilégié d'un tourisme de prestige et une halte de choix pour différents voyageurs dont certains, comme Samuel Kelso, ont vanté les mérites⁷¹. Quoique des navires desservent Tadoussac et le Saguenay depuis les années 1840, le développement de l'industrie hôtelière en fonction du tourisme ne commence véritablement qu'avec l'ouverture d'un petit hôtel en 1862. Trois ans plus tard, un investissement de 40 000 \$ pour la construction d'un grand hôtel fait de Tadoussac une destination de choix. Le nombre de touristes s'accroît particulièrement à compter des années 1880 avec la Compagnie de navigation Richelieu et Ontario. Encore dans les années 1930, les bateaux de la Canada Steamship Lines, en provenance des Grands Lacs, se rendent à Tadoussac avant de revenir vers Québec ou de continuer vers Chicoutimi. En 1942, William Hugh Coverdale, président de Canada Steamship Lines, fait reconstruire l'hôtel et, en même temps, le petit fort que Pierre Chauvin avait fait ériger en 1600.



Grand Hôtel de Tadoussac vers 1870. (Société historique de la Côte-Nord, Fonds Général, ANQ-1502).

L'idée de havre pour touristes fortunés sera également privilégiée par Henri Menier dans ses projets de mise en valeur d'Anticosti. En 1906, il projette de développer la pêche sportive. Un petit hôtel de 50 chambres peut alors accommoder les visiteurs, mais c'est insuffisant. Il envisage en 1913 de construire un hôtel de luxe de 300 chambres avec camping et golf, un établis-

À ANTICOSTI



La villa Menier à Anticosti.
(Société historique de la
Côte-Nord, Fonds Général,
ANQ-880).

Voyage de pêche
sur la rivière Jupiter,
à l'île d'Anticosti vers
la fin du XIX^e siècle.
(Société historique de la
Côte-Nord, Fonds Général,
ANQ-829).



sement que l'on veut comparable à ceux de Tadoussac et de Pointe-au-Pic. Mais Henri Menier meurt quelques mois plus tard et son frère Gaston, qui prend la succession, a des vues plus modestes sur l'avenir de l'île. Le projet d'un hôtel luxueux laissera la place, en 1919, à la construction de pavillons à l'embouchure des rivières pour accueillir des touristes américains⁷².

LE RÉSEAU ROUTIER

L'arrivée de l'automobile et les travaux routiers importants entrepris en 1929 pour améliorer la route Tadoussac–Portneuf et relier ce territoire au réseau routier québécois vont par la suite modifier la clientèle touristique de la Haute Côte-Nord. Pour les villages de la côte, le tourisme apparaît alors une solution aux difficultés économiques. Le ministère de la Voirie juge les routes d'accès à la Haute Côte-Nord assez satisfaisantes pour que l'industrie touristique dont elle a tant besoin puisse enfin prospérer. En 1934, le Syndicat d'initiatives de Charlevoix–Saguenay est créé pour desservir ces comtés. On relève, en 1935, une plus grande circulation automobile : ainsi, le service de traversier Rivière-du-Loup–Saint-Siméon–Tadoussac transporte cette année-là 2 682 automobiles, dont 57 % en provenance des États-Unis⁷³.

L'industrie minière

Les principales richesses minérales découvertes jusqu'aux années 1930 sont les sables ferrugineux ou magnétiques, le mica et l'ocre qui ont été localisés

à différents endroits. D'autres ressources sont connues, mais elles sont jugées sans intérêt à l'époque.

L'exploitation des sables magnétiques attire d'abord l'attention, en raison de la demande croissante de fer. En 1869, le géologue James Richardson estime que des concentrations de minerai de sable pourraient être exploitées, dont celles des régions des îlets Jérémie et de la péninsule de Manicouagan⁷⁴. Cette possibilité sourit à un entrepreneur et, dès l'automne 1871, la Compagnie d'acier de Québec commence le transport par goélette de sables magnétiques depuis la baie de Mille-Vaches vers une usine située sur la rivière Saint-Charles à Québec⁷⁵. Le projet fut, selon toute apparence, éphémère.

**LES SABLES
MAGNÉTIQUES**

Après 1890, le mica blanc des cantons Tadoussac, Bergeronnes et Escoumins attire l'attention de quelques sociétés minières. Pour cette partie de la Haute Côte-Nord où le déclin de l'industrie du bois cause des inquiétudes, le *Progrès du Saguenay* voit aussitôt en son exploitation une activité économique qui apporterait de l'argent au milieu et freinerait une émigration menaçante⁷⁶. Cependant, seules les veines du canton Bergeronnes seront exploitées par différentes compagnies entre 1892 et 1894⁷⁷ ainsi qu'au début des années 1930.

LE MICA

Les dépôts d'ocre les mieux connus⁷⁸ sont situés dans les cantons Bergeronnes, Portneuf, Laval, aux îlets Jérémie et dans la péninsule de Manicouagan. Le site le plus prometteur est celui de la rivière Petite Romaine, à 18 kilomètres des Escoumins. Thomas H. Argall y établit, en 1883, une usine d'ocre sèche qui opère jusqu'en 1889. Le dépôt est à nouveau exploité en 1916 lors d'une tentative d'utiliser l'ocre comme couleur minérale dans la fabrication du papier. En 1922, M. L. Couture de Québec fonde la Paint River Oxide Company Reg. Il fait installer l'outillage nécessaire à la calcination et au grillage de l'ocre, équipe un laboratoire d'analyse et engage un chimiste. Le gouvernement fédéral construit même un quai pour faciliter le transport du minerai. L'année suivante, toutes les opérations cessent en raison du caractère irrégulier du gisement. La médiocrité de la ressource explique l'échec de cette industrie.

L'OCRE

Société et culture

L'évolution des différents centres de peuplement a été fortement marquée par un développement économique axé sur l'industrie forestière et, dans une moindre mesure, sur l'agriculture et sur le tourisme. Toutefois, l'avenir des centres de peuplement est souvent incertain, en raison de leurs faibles, sinon totalement absentes, assises agricoles. Les conséquences sur la mise en place des institutions et sur le mode de vie des habitants sont importantes.

Un groupe de visiteurs
sur la véranda de l'Hôtel
de Tadoussac vers la fin
du XIX^e siècle.
(ANQ, P560/N-78-12-86,
Photo Livernois).



Le « bourgeois », le prêtre et le peuple

Étant donné l'importance des activités forestières, les représentants des compagnies occupent une position privilégiée dans la stratification sociale. Suivent le curé et le peuple.

L'ORDRE DU « BOURGEOIS »

Par son bourgeois, c'est-à-dire son gérant, la compagnie règle presque totalement la vie du village. Le bourgeois de la place impose le respect. Comment pourrait-il en être autrement, par exemple, avec un John E. Barry qui remplit à peu près toutes les charges possibles aux Escoumins : maire, juge de paix, marguillier, commissaire et même vice-consul de Suède⁷⁹. Le curé de l'endroit comprendra vite qu'il doit faire preuve de retenue avec Barry.

Puisque les villages, pour la plupart, naissent avec l'arrivée d'une compagnie forestière, celle-ci s'en approprie le développement. Dans les débuts de ces villages, presque toutes les familles travaillent pour la compagnie. Cette dernière construit parfois des maisons pour loger ses employés. Le magasin du village lui appartient et les employés achètent avec une monnaie émise par la compagnie (piton), ce qui favorise la cherté des marchandises. Cette situation met les habitants à la merci des gérants de compagnies, sans compter qu'ils peuvent décider arbitrairement de l'embauche ou du renvoi d'un employé.

Le poids des compagnies forestières pèse lourd aussi dans l'administration des affaires religieuses. Il s'agit pour elles d'encadrer l'influence du curé ou du missionnaire. Ces derniers apprendront qu'il n'est guère bon de s'oppo-

ser au « bourgeois » de la compagnie. La collecte de la dîme des travailleurs de chantiers par les employeurs est l'un des moyens d'assujettir l'autorité religieuse. Comme les hommes de chantiers ne paient pas la dîme en grain, une partie de leur salaire est retenue et créditée en « pitons » au curé, puisqu'il ne circule pas d'argent. De nombreux problèmes se posent : dîme des enfants, dîme des fils de cultivateurs établis dans les paroisses voisines, moitié de dîme réservée à l'entretien du médecin... Mécontent du curé, le gérant de la compagnie peut cesser de prélever la dîme ou la couper de moitié comme voulait le faire John E. Barry. Cette collecte de la dîme par un tiers s'étend aussi à Anticosti après l'achat de l'île par Menier. Même si les curés sont à la merci de la compagnie, un danger que reconnaît l'autorité ecclésiastique, cela n'empêche pas certains d'entre eux de dénoncer divers abus allant de la cherté des biens à la coupe illégale de bois, comme celle effectuée par Girouard & Beaudet dans la réserve de Betsiamites⁸⁰.

Souvent, les compagnies construisent des chapelles pour desservir leurs établissements. Vers 1870, le gérant de la scierie de Sault-au-Mouton propose de bâtir une chapelle pour ses employés⁸¹. Price, Têtu et Girouard & Beaudet croient également utile de combler les attentes du clergé et de leurs employés. Parfois la compagnie autorise la construction d'une chapelle sur un terrain dont elle a la propriété, mais qu'elle hésite par la suite à céder.

La toute puissance du bourgeois et l'autorité morale du clergé suffisent à garder la paix dans ces colonies forestières où un grand nombre de travailleurs viennent de l'extérieur de la région. Certes, on reproche fréquemment aux hommes de chantier les excès de boisson et les abus de langage. Seul le chantier de Girouard & Beaudet, à Betsiamites, cause des soucis particuliers. Le Père Arnaud autorise les Montagnais à travailler pour Girouard & Beaudet, mais exige qu'ils soient « entièrement séparés des Blancs, retirés toujours sur leur réserve. [Il est] défendu à qui que soit d'aller de l'autre côté de la rivière⁸² ». Toutefois, les Oblats constateront que les interdictions n'empêcheront pas le commerce d'alcool ni les visites dans les habitations des Montagnais.

ALCOOL ET ABUS DE LANGAGE

La municipalité et la paroisse

Une particularité de cette collectivité marquée par l'omniprésence de l'industrie forestière est la précarité des peuplements, ce qui a des conséquences immédiates sur le développement des municipalités et des paroisses. En fait, tout dépend de la prospérité de la compagnie forestière.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'administration du territoire de la Haute Côte-Nord demeure organisée autour des municipalités de Tadoussac et des Escoumins. La faible population, son étalement et le déplacement des activités

LA VIE MUNICIPALE

de l'industrie forestière n'autorisent guère la création d'autres municipalités. Plusieurs centres de peuplement ne sont, au XIX^e siècle, que des bases d'opération pour les chantiers.



Vue générale de Tadoussac vers la fin du XIX^e siècle. (ANQ, P560/N-78-12-87, Photo Livernois).

La spécialisation forestière entraîne également des conséquences sur la mise en place des municipalités. La forte dépendance envers les entreprises forestières a des incidences sur la formation des villages. Parfois, presque tout appartient à la compagnie forestière. Encore en 1924, à Pentecôte, la St. Maurice Lumber possède le moulin, l'hôtel, le magasin, les hangars et toutes les habitations, à l'exception du poste de télégraphe⁸³. Dans d'autres cas, l'instabilité économique sert de prétexte à décourager la formation de nouvelles municipalités. À titre d'exemple, les édiles des Escoumins repoussent les requêtes d'autonomie municipale des habitants de Mille-Vaches, en 1885, et de Bergeronnes, en 1888, en invoquant la dette trop importante des Escoumins⁸⁴. Dans cette municipalité, les élus savent très bien que la prospérité liée à l'industrie forestière peut être sans lendemain.

LA VIE PAROISSIALE

Le développement économique précaire a aussi des effets importants sur le développement des institutions paroissiales. Les villages demeurent

longtemps des missions avant de devenir des paroisses et la population doit se contenter de chapelles plutôt que d'églises. Les autorités diocésaines⁸⁵ se montrent prudentes à propos de l'érection des paroisses et de la construction d'églises ; elles craignent les dettes que pourraient encourir des paroisses quasi abandonnées à la suite de la fermeture prolongée des chantiers ou de la scierie. Nul doute que la mésaventure survenue à Saint-Firmin (Baie-Sainte-Catherine) a servi de leçon : l'évêque du diocèse de Chicoutimi avait autorisé la construction d'une église et s'était porté garant du remboursement de la dette de 10 000 \$. Toutefois, l'église est à peine terminée que Price décide de quitter Saint-Firmin pour s'établir à la rivière Sainte-Marguerite. Nombre d'habitants abandonnent l'endroit et l'évêché doit assumer la dette, utilisant même le revenu d'autres paroisses pour l'éponger. Cette affaire conduisit à une extrême prudence dans les projets de construction d'église, comme en font foi diverses lettres des curés et missionnaires à l'évêque de Chicoutimi.



Église des Escoumins
au début du XX^e siècle.
(Société historique de la
Côte-Nord, Fonds Général,
ANQ-976).

L'éducation

Les rapports des inspecteurs des écoles⁸⁶ de la Haute Côte-Nord sont généralement sommaires et peu élaborés sur le plan statistique. Quelques-uns, dont ceux de O'Brien dans les années 1880, contiennent par contre des informations pertinentes sur l'état de l'éducation.

Au XIX^e siècle

Depuis le milieu du XIX^e siècle, l'implantation des écoles relève habituellement de la commission scolaire qui en construit dès qu'elle peut engager les sommes nécessaires. L'État aide habituellement les contribuables à défrayer les coûts. Mais les choses ne sont pas si simples.

Les contribuables refusent d'abord de payer les cotisations sous prétexte de pauvreté ou par opposition à toute taxe pour l'éducation. Ainsi en est-il des habitants de Tadoussac qui, au début des années 1860, repoussent toute aide du gouvernement par crainte d'avoir à contribuer eux-mêmes⁸⁷. Tadoussac n'aura son école qu'en 1864. Le problème de la pauvreté est réel et toutes les écoles ont droit aux subventions destinées aux municipalités pauvres. Au chapitre des contributions scolaires, la palme du bon citoyen revient aux Escouminois, soutient l'inspecteur des écoles vers 1880. C'est peut-être le résultat d'une plus longue tradition en faveur de l'éducation. On trouve en effet aux Escoumins une école modèle, fondée dès 1845 par la compagnie Têtu. Ce sera d'ailleurs la seule école modèle de la Haute Côte-Nord jusqu'à ce que Tadoussac possède la sienne en 1889. Rappelons que l'école modèle permettait

LES ÉCOLES

de faire « le joint entre l'école élémentaire et l'enseignement secondaire » qui était offert dans les collèges⁸⁸.

La plupart des compagnies forestières s'impliquent dans l'éducation : Price construit l'école de Sault-au-Cochon en 1880, la compagnie de pâte à bois de Pentecôte accorde 2 000 \$ pour bâtir une école en 1908. D'autres, comme Girouard & Beaudet, soutiennent financièrement l'école du village. Menier fait encore mieux à Anticosti, puisqu'il se charge de l'entretien des écoles. Certaines années, l'éducation y est même gratuite.

LES ENSEIGNANTS

Les contraintes au maintien des écoles sont nombreuses. La vie de l'école tient parfois à la possibilité d'engager une institutrice. Une mésentente avec la commission scolaire, un départ, un mariage, un décès, suffisent à entraîner une fermeture temporaire. Au tournant du siècle, la décision de l'évêque de Chicoutimi d'envoyer des religieuses du Bon-Conseil dans les paroisses vise, entre autres, à suppléer l'insuffisance des institutrices laïques. Les problèmes financiers assaillent d'autres écoles. La négligence des habitants à fournir le bois de chauffage oblige parfois à des fermetures. La mauvaise administration des commissions scolaires cause également des difficultés. D'ailleurs, les secrétaires-trésoriers se voient souvent reprocher leur incompétence, surtout dans les années 1870-1880.

La vie de l'école peut encore dépendre de la stabilité du village. Baie-des-Anglais, à Anticosti, perd temporairement son école en 1882 parce que la commission scolaire ne peut plus payer l'instituteur après le départ de plusieurs familles l'automne précédent. En 1883, les villages forestiers de Betsiamites et de Sault-au-Cochon sont sans école, situation que l'inspecteur impute à la population flottante qui change tous les six mois, d'où maintes difficultés pour convaincre les habitants de soutenir financièrement les écoles.

LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Il est difficile d'estimer la fréquentation scolaire, en raison de la mobilité de la population. Il faut considérer les données qui suivent avec prudence. En 1883-1884, l'une des rares années au XIX^e siècle où existent des statistiques sur la fréquentation scolaire pour la région, la zone Tadoussac-Portneuf et l'île d'Anticosti déclarent une population de 904 enfants de 5 à 16 ans. De ce nombre, 528 fréquentent l'école, soit une proportion de 58 %, avec des écarts allant de 27 % à Portneuf à 100 % à Baie-des-Anglais. Les écarts sont parfois considérables entre deux municipalités voisines : Les Escoumins font bien avec 74 %, comparativement à seulement 45 % pour Bergeronnes. Quant à l'assiduité des élèves inscrits, elle pose toujours un problème, selon les curés, au début du XX^e siècle.

Au XX^e siècle

Après 1900, l'inspecteur exprime sa satisfaction sur le fonctionnement des écoles dans les paroisses anciennes. Par contre, il constate un retard pour les paroisses à l'est de Portneuf. Les écoles y sont souvent, jusqu'aux années 1930, sous la responsabilité du missionnaire. Par exemple, le curé administre encore l'école de Ragueneau en 1926. À Pointe-aux-Outardes, l'école ouvre en 1880, mais c'est le missionnaire Côté, du chantier de la rivière Betsiamites, qui en assure personnellement le financement. Seule la mise en place des municipalités scolaires garantira la stabilité de ce type d'écoles.

Les paroisses de colonisation des années 1930 seront rapidement dotées d'institutions scolaires stables. Colombier possède trois écoles en 1938 et a sa commission scolaire en 1939, moins de quatre ans après les premiers défrichements. Latour sera également desservie sans retard par une école. Outre le fait que le système scolaire est mieux accepté qu'au XIX^e siècle, on peut croire qu'une colonisation bien structurée a accéléré l'implantation des écoles et des commissions scolaires.

L'influence étrangère

S'il y a un lieu où la culture étrangère transforme la vie d'une collectivité sur la Haute Côte-Nord, c'est à Tadoussac, en raison de l'importance de l'industrie touristique. Déjà dans les années 1850, les Oblats y relèvent bien des misères spirituelles à cause de la boisson, contrairement à Bergeronnes où « les cultivateurs se tiennent dans l'ordre⁸⁹ ».

L'industrie touristique offre aux habitants de Tadoussac une source privilégiée d'emplois. Par ce biais, s'effectue un contact rapide entre les habitants, les travailleurs étrangers et les touristes. Le travail y est d'autant plus prisé que l'employeur paie en argent, un atout dans une région où le « piton » est encore roi. Aussi, les remontrances et les interdits des curés n'éloigneront nullement les gens des emplois offerts par le milieu hôtelier.

De tous les problèmes, la consommation d'alcool est, au fil des ans, le plus préoccupant, en raison du bar de l'hôtel. Au début du XX^e siècle, l'oisiveté générale s'ajoute aux inquiétudes du curé. En 1907, celui-ci dénonce la propension des habitants au repos, « à l'exemple des touristes, ce qui paralyse souvent les devoirs religieux et civiques⁹⁰ ». Le fait que les gens paissent et qu'ils ont appris à boire « froidement, avec calcul » explique leur pauvreté et leur manque d'argent pour payer leur dû à l'Église, déplore encore le curé. D'autres problèmes le tracassent également, en particulier celui de la danse et surtout de la danse entre protestants et catholiques. Par contre, les mariages

mixtes ne causent pas trop de souci, peut-être parce qu'ils sont plus rares au tournant du XX^e siècle.

En raison de l'influence étrangère, les curés de Tadoussac en viendront à percevoir les choses différemment de leurs confrères des paroisses voisines : ainsi, plutôt que le travail dans les chantiers, c'est l'empressement des cultivateurs à s'occuper des touristes qui conduit à la négligence des travaux de la terre⁹¹ et l'insubordination des enfants, si souvent signalée dans les paroisses de la Haute Côte-Nord, est attribuée à l'influence des touristes plutôt qu'à la négligence des parents. Enfin, la sensibilité des touristes aux beautés de la nature semble contribuer à une justification morale des promenades nocturnes : chez les Tadoussaciens, « on ne voit pas de péché à jouir des bienfaits de Dieu, par un beau clair de lune⁹² ».

* * *

Sur la Haute Côte-Nord, les activités économiques qui ont marqué la formation et l'évolution des peuplements des municipalités depuis la première moitié du XIX^e siècle sont liées principalement à l'industrie forestière, à l'agriculture et au tourisme. Si ces types d'activité économique apparaissent décisifs comme facteurs de localisation et d'évolution des peuplements, ils influencent aussi profondément la vie des institutions, la cohésion des collectivités et les mœurs des habitants, que l'on soit en présence de colonies d'exploitation forestière, de colonies de peuplement agricole ou d'un amalgame des deux.

On ne peut prétendre à un peuplement agro-forestier intégral sur la Haute Côte-Nord. Des villages comme Sault-au-Cochon et Rivière-Pentecôte relèvent exclusivement d'initiatives d'entrepreneurs forestiers et n'ont jamais été le théâtre d'une quelconque colonisation agricole. La disparition, ou la quasi-disparition, de villages par suite de la fermeture temporaire ou de l'abandon des opérations forestières en témoigne. Dans d'autres municipalités, comme aux Escoumins, les habitants ne se sont intéressés que modestement à l'agriculture qui pouvait, dans ce cas, être une garantie contre les aléas du travail en forêt, de la chasse et de la pêche, être un élément d'un ensemble d'activités économiques qui garantissait un minimum de stabilité.

La place considérable prise par l'industrie forestière au détriment de l'agriculture a comme conséquence l'instabilité de la population. En l'espace de quelques mois, les effectifs d'un village pouvaient, selon les circonstances, tantôt doubler, tantôt baisser de moitié. Un avenir incertain, voilà ce qui a maintes fois caractérisé la plupart des centres de peuplement, les plus vulné-

rables étant les villages exclusivement forestiers. Toutefois, dans les premières décennies du XX^e siècle, la consolidation du peuplement s'effectuera grâce à une industrie forestière axée sur quelques grands chantiers de coupe de bois à pâte, d'apparence plus stable et plus prospère que l'industrie du sciage du XIX^e siècle et, surtout, grâce à une plus grande importance accordée à la colonisation et à l'agriculture.